

Communiqué de presse

Face aux violences à l'École, investissons dans la prévention plutôt que dans la surenchère sécuritaire !

Le SNICS-FSU salue la dignité, l'humilité et la retenue des personnels, des parents et des élèves du collège d'Aubagne frappé en son cœur. Nous leur adressons tout notre soutien et notre solidarité.

Leur besoin de temps, d'écoute et d'accompagnement doit être respecté.

La communauté éducative doit pouvoir se reconstruire à son rythme, sans subir la pression de réponses immédiates dictées par l'émotion.

Les portiques ne sont pas une réponse globale aux violences

Aucune preuve scientifique robuste ne permet aujourd'hui d'affirmer que la généralisation des portiques réduit les violences scolaires ou améliore effectivement la sécurité des élèves et des étudiant·es. Ces dispositifs ne préviennent ni le harcèlement, ni les agressions, ni les violences qui surviennent aux abords des établissements. Ils ne peuvent pas non plus empêcher l'introduction d'armes par d'autres accès que l'entrée principale.

Leur généralisation soulève également des questions de coût, d'organisation, de droits des élèves et de sécurité des bâtiments. Avant d'engager plusieurs milliards d'euros, le SNICS-FSU demande une évaluation rigoureuse de leur efficacité réelle et de leurs conséquences.

Investir dans la jeunesse, renforcer la politique éducative sociale et de santé en faveur des élèves.

Plutôt que d'engager plusieurs milliards d'euros sur dix ans dans un dispositif dont l'efficacité reste à démontrer, le SNICS-FSU demande un investissement massif dans les moyens humains et éducatifs, avec notamment le recrutement massif d'infirmier·es de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Les infirmier·es accueillent la parole des jeunes, repèrent les situations de souffrance, préviennent les ruptures, accompagnent les élèves et contribuent à construire une communauté scolaire plus inclusive et attentive à chacun·e. Encore à l'heure actuelle il manque encore 15000 infirmières pour répondre aux demandes et avoir le temps nécessaires pour exercer pleinement leurs missions.

Prévenir les violences, c'est aussi renforcer la vie scolaire, l'accompagnement social et éducatif, soutenir les familles et offrir aux jeunes des perspectives d'insertion sociale et professionnelle. C'est agir en amont, plutôt que de se limiter à contrôler les entrées.

La sécurité ne s'oppose pas à la prévention : elle doit s'appuyer sur elle.

Le SNICS-FSU appelle le ministère à faire le choix d'une politique durable de santé à l'École et de prévention, fondée sur des données probantes et des moyens humains à la hauteur des besoins des élèves et des personnels.

Investir dans la jeunesse, c'est donner à l'École les moyens de protéger, d'écouter, d'accompagner et d'émanciper.

Paris, le 12 Octobre 2026

Contact presse :

Saphia Guerreschi : 06 87 89 13 34

Violaine Mengin : 06 68 26 24 91

Mathilde Varrette : 06 77 31 15 66

snics-fsu@snics.org